

## ALGÉRIE, SYRIE, LIBAN

## Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes

ciale à dépister ce travail de fraternisation qui, dès les premiers hivers, touchait aisément des milliers de soldats, malgré la terreur. Un provocateur finit par faire arrêter un très grand nombre de nos militants et de soldats allemands touchés par notre action, ainsi que des centaines de sympathisants.

Hic fut arrêté en décembre 1943 et torturé, puis déporté à Buchenwald. Au moment de son arrestation il préparait la fusion du Parti Ouvrier Internationaliste avec le Comité Communiste Internationaliste et le groupe Octobre, fusion d'où sortit en février 1944 le Parti Communiste Internationaliste.

Nos camarades rapatriés nous disent l'attitude admirable de courage, de fermeté politique et de combattivité qui fut celle de Marcel Hic en déportation. Son excellente connaissance de l'allemand l'avait fait désigner comme interprète de son blok, comme tel il défendit avec constance et acharnement ses camarades d'internement; ce qui lui valut d'être expédié à Dora. Nous avons appris des camarades rapatriés qu'il n'a pas survécu au régime terrifiant de l'usine souterraine où sont morts des dizaines de milliers de déportés.

Pour tous ceux qui l'ont connu, Marcel Hic est l'exemple le plus admirable du dirigeant trotskyste des jeunes générations; il est la preuve la plus magnifique que notre lutte pour la Révolution Socialiste est une école d'hommes en même temps que la solution authentique à la crise de l'humanité.

Ceux qui conservent vivant le souvenir de leur camarade, savent que la seule vengeance digne de lui sera la victoire de la Révolution Proletarienne pour laquelle il a vécu.

La répression de la révolte d'Algérie eut le même caractère de bestialité que la destruction par les SS du ghetto de Varsovie ou d'Oradour. « Il faut mater les salopards; feu sur les burnous! » fut le mot d'ordre officiel. Les colons et tous les mouchards, les mercenaires et la racaille dont dispose l'impérialisme français furent armés et le paysan arabe, « le burnous », mis hors la loi. Les canons de marine, les chars et l'aviation du ministre « communiste » Tillon donnèrent à fond. Six mille travailleurs arabes furent massacrés. La boucherie fut patronnée de Paris par de Gaulle et par son ministre de l'Intérieur, le « socialiste » Tixier. Voilà où peut mener la honte de la collaboration de classe.

« Il s'agit d'une provocation hitlérienne, c'est la V<sup>e</sup> colonne qui incite les arabes », disait

l'« Huma » à ce propos. Mais trois lignes plus bas, elle ajoutait que les travailleurs arabes souffrent de faim et de soif et qu'ils sont vêtus de haillons, tandis que les colons s'enrichissent sur leur dos. Pourquoi alors salir leur mouvement? Pourquoi mentir sciemment et confondre le Parti Populaire Algérien, formé par les bandits de Doriol, avec le Parti du Peuple Algérien, parti démocratique qui veut l'indépendance de son pays. Mais la réponse vient à la fin de l'article où l'« Huma » affirme qu'il faut que l'Algérie SE CONFONDE avec la France, que les Algériens sont des Français.

— Et s'ils ne veulent pas, eux, se confondre avec la France capitaliste?

— S'ils ont assez de l'exploitation des trusts français? — Si, comme il y a un an les F.T.P., ils ne veulent plus de l'occupation et ils veulent la liberté? — « Non! » seront forcés de leur répondre les chefs socialistes et communistes français. Et les travailleurs arabes comprendront que c'est « non » parce que ces chefs siègent sur le même banc que de Gaulle, parce qu'ils sont en réalité les alliés de leurs exploités ou de leurs bourreaux.

La répression fut accueillie d'un cœur joyeux par toute la presse réactionnaire. Certains organes de la Résistance ont cru voir la solution dans l'utopie d'un néo-colonialisme éclairé.

Différemment se présente l'affaire syrienne. La Syrie, tout le Moyen-Orient constituent un des centres névralgiques du monde. Une multitude d'intérêts impérialistes s'y croisent. Pour tous, le Moyen-Orient forme un nœud de communications essentiel. Le plus grand aéroport du monde, est l'aérodrome américain de Payne Field, en Egypte; les Anglais ont la réplique à Zydda en Palestine et les Américains en construisent déjà un autre au Liban. Pour l'impérialisme anglais, le Moyen-Orient représente en plus le pétrole; et encore la clé de son empire qui se trouve sur les rivages du golfe Persique et de l'Océan Indien. C'est sous l'égide de l'Angleterre que se forma la Ligue des Etats Arabes, barrage contre la poussée de l'U.R.S.S. vers le sud et contre-poids à la poussée américaine. En intégrant la Syrie et le Liban, l'Angleterre réussit d'une pierre plusieurs coups; elle écarta un concurrent, elle évita la possibilité d'une hûche dans son système et elle put se présenter comme une libératrice devant les Arabes.

Pour l'Amérique, le Moyen-Orient représente aussi le pétrole. L'impérialisme yankee a réussi à rassembler la majorité des pétroles anglais et un jour, lorsque les traités secrets seront publiés, on apprendra probablement que si les Etats-Unis ont soutenu l'Angleterre dans l'affaire syrienne, ce fut en échange des pétroles irakiens et de l'Arabie Séoudite.

C'est là d'ailleurs un exemple type de l'application de « l'esprit de Yalta ». Car à Yalta les trois grands se partagèrent le butin des impérialismes estropiés comme la France. En effet, il est ridicule qu'un

parti ouvrier veuille en même temps « la grandeur de la France » et la fidélité à l'esprit de Yalta; les « Grands » sont en effet bien décidés à avaler ce qui reste de l'ancienne richesse de l'impérialisme français. De Gaulle, appuyé par les leaders ouvriers d'union sacrée, se débat; il déclare à chaque pas que « la France se redresse de toute sa taille », mais cette mascarade est inutile, car la base même de la bourgeoisie française est pourrie, et celle-ci n'a plus aucun rôle mondial à jouer.

Le troisième grand, l'U.R.S.S., fut écarté pour le moment du partage de l'Empire français. L'U.R.S.S. réagit assez vigoureusement. Elle se prononça pour la liberté de la Syrie, mais sous condition que la décision soit prise par la conférence des Cinq Grands! Presque en même temps, Staline envoya son nouveau commis-voyageur, le patriarche Alexis, rendre visite aux puissantes communautés arméniennes du Moyen-Orient pour réclamer les anciens droits des moines orthodoxes sur le tombeau de Jésus-Christ. Mais l'important est que l'U.R.S.S. se prononça pour la liberté de la Syrie. De là aussi l'attitude du P.C.F., qui voit dans les massacres du Moyen-Orient non plus la V<sup>e</sup> Colonne, mais un « simple malentendu ».

Profitant de toutes ces rivalités, le peuple syrien se souleva pour briser l'emprise de l'impérialisme français, d'autant plus odieux et féroce qu'il était plus faible et moins sûr de lui-même. En même temps, le mouvement avait un profond caractère social, et la poussée pour les réformes démocratiques était de plus en plus forte. Pourtant, le mouvement, dans son ensemble, se déroula sous la direction des politiciens bourgeois syriens. Ceux-ci sont aidés pour le moment par l'Angleterre. Mais, supposant même qu'ils tentent de mener une politique de bascule, ces politiciens bourgeois seront incapables de mener jusqu'au bout le mouvement de libération nationale, car ils seront amenés à monnayer la liberté de leur peuple pour sauver leurs privilèges.

Le peuple syrien ne pourra assurer son indépendance qu'en balayant en même temps que toute oppression étrangère ses propres oppresseurs nationaux. Il ne pourra y arriver qu'en union étroite avec tous les travailleurs coloniaux, aussi bien qu'avec ceux des métropoles.

Les travailleurs français ont le devoir de se solidariser avec la lutte de leurs frères coloniaux. Ils ne se laisseront pas prendre à la propagande chauvine du gouvernement bourgeois qui, au nom d'intérêts culturels, demande des bases pour l'aviation et la marine. Ils ne suivront pas non plus les stalinien qui ne cessent de parler de la « sauvegarde des intérêts de la France ». Les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à sauvegarder en Syrie, pas plus qu'en Algérie, en Indochine ou ailleurs. Mais il leur est essentiel de se rendre compte que sous prétexte de « grandeur » et de « sauvegarde de l'empire », la bourgeoisie prépare en France le régime du sabre et du gou-

## On nous écrit

Cher camarade Demazieres,

Je tiens d'abord à assister la « Vérité » dans la mesure de mes faibles ressources, pour deux raisons: parce qu'elle mène le combat contre le capitalisme dans la voie juste du marxisme, et parce qu'elle est percutante et calomniée.

Je joins donc 20 francs à ce mot; c'est tout ce que je puis faire pour l'instant. Dès que possible je te ferai parvenir encore quelque chose.

J'aimerais également prendre contact avec le P.C.I. Je voudrais d'ailleurs, avant de m'engager à fond, éclaircir mes idées sur certains points et connaître la position exacte du P.C.I. en face des problèmes actuels, du P.C.F. en particulier. Je sais très bien que le P.C.I. maintient la ligne théorique du marxisme-léninisme, mais je me demande encore si sur certains points le P.C.F. n'a pas pratiquement raison. Il est vrai que les événements ne viennent guère le confirmer: l'armée et le gouvernement réactionnaires que nous avons à l'heure présente ne sont pas à la gloire des partis ouvriers.

Aussi, s'il t'était possible de me faire parvenir un peu de documentation, je t'en serais reconnaissant (des numéros de la Vérité en particulier).

J'espère que la bourgeoisie n'aura pas l'audace de s'emparer du Comité directeur qui vient de se découvrir. En espérant la révolution prolétarienne, je te salue fraternellement.

Ecrivez à DEMAZIERES  
9 bis, rue d'Alésia, Paris (14<sup>e</sup>).

## Amis de « La Vérité »

La bourgeoisie s'efforce d'étouffer la voix de « La Vérité ». Intimidations policières auprès des imprimeurs qu'on incite au mouchardage, lenteurs calculées dans l'attribution de papier et dans la légalisation promises depuis neuf mois — tels sont les misérables trucs pour lesquels la bourgeoisie veut nous empêcher de dire la vérité aux travailleurs.

« La Vérité » ne peut vivre que par votre aide. Groupez-vous pour la défendre, pour imposer sa légalisation. Soutenez-la financièrement. Abonnez-vous et faites des abonnements. Un effort suivi est nécessaire dans ce domaine. Une campagne d'abonnements est ouverte! Nous en publierons les résultats dans notre prochain numéro.

ADRESSEZ VOS MANDATS A DEMAZIERES,  
9 bis, rue d'Alésia, Paris (14<sup>e</sup>).

pillon, sans pouvoir éviter l'inféodation grandissante du pays au puissant impérialisme américain. Aussi vrai est-il qu'un peuple qui en opprime d'autres ne peut pas être libre.

La seule solution pour eux est de s'unir aux travailleurs coloniaux et à tous les travailleurs, pour balayer le capitalisme et instaurer les Etats-Unis Socialistes du monde. C'est la seule « grandeur » possible.

## FAISONS LE POINT

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

menacé de poursuites pour la parution de « La Vérité »!

Tout le monde comprend que cette entorse à la logique n'est pas de nature juridique, mais bien politique. Ce qu'on reproche à la « Vérité » ce n'est pas d'avoir paru sans autorisation — qui l'oserait sérieusement? — mais de défendre les travailleurs et tous les exploités. On veut faire disparaître le trotskysme, c'est-à-dire le communisme, de la scène politique.

Comment opérer? Un grand succès politique? Les aspirations révolutionnaires du peuple français créent une situation peu favorable à la répression ouverte contre l'avant-garde ouvrière.

Reprendre au compte de l'accusation le thème stalinien de « l'hitléro-trotskysme »? Il faudrait pour cela transformer en nazis aux yeux de l'opinion publique, des centaines de déportés, de torturés, d'emprisonnés — et la tâche paraît dépasser les forces des plus habiles. Alors la bourgeoisie adopte l'élégante solution qui consiste à donner aux trotskystes un minimum — tout formel — de légalité: voir « Journal Officiel » du 5 juillet) et à leur interdire toute propagande, orale ou écrite, sous des prétextes administratifs ou juridiques. En somme, la « démocratie » de la IV<sup>e</sup> République veut bien nous reconnaître, dans la mesure où cela simplifie notre arrestation!

Ici l'on arrête plusieurs militants pour « complot contre la sûreté de l'Etat », là un camarade, l'ouvrier La Pomeyroulie, est interné pour « activité de nature à porter atteinte à... » A quoi donc, au juste? Peu importe. L'essentiel est qu'il soit loin des 500 signataires de son usine qui se solidarisent avec lui contre la répression stalinobourgeoise. N'est-ce pas M. Tillon? Plus loin, c'est notre Comité Directeur qui est menacé de poursuites pour « édition d'un journal clandestin ».

Cette accusation, mise en avant à la suite de l'intervention de l'honnête Bossus au Conseil gé-

néral est un non-sens, puisque l'honnête Bossus, et après lui parait-il, M. Godin, représentant du Préfet de police, nous a attaqué en tant qu'hitlériens. Est-il concevable qu'on ne retienne que cette modeste accusation contre une organisation hitlérienne? Soyez sérieux, messieurs les calomnieurs!

Voici donc un ensemble d'inculpations qui traduit un certain désarroi juridique. Mais l'important n'est-il pas de nous empêcher de nous exprimer? Une accusation tombe? La belle affaire! On en construit une nouvelle pour « atteinte au moral de la Nation ». L'honnête Bossus se livre alors le 11 juillet, devant le Conseil général de la Seine, à une opération de falsification politique et policière. Il lit comme émanant du P.C.I. des textes édités par des groupes aventuristes ultra-gauche qui incitent à la désertion et rejettent la défense de l'Union Soviétique.

Nous ne calomnions pas ces groupes, même lorsqu'ils commettent l'escroquerie de se revendiquer de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous sommes solidaires avec eux comme avec toute tendance du mouvement ouvrier face à la répression bourgeoise. Mais nous ne sommes d'aucune façon responsables de leurs divagations sectaires (certains vont jusqu'à accuser les militants du P.C.F. d'avoir été les tireurs des toits en août 1944). Nous les combattons politiquement parce que nous pensons avoir raison depuis 15 ans de préconiser la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. contre les impérialismes et aussi contre les agissements rétrogrades de la bureaucratie stalinienne; parce que nous pensons avoir raison de rester fidèles à la politique de Lénine dans la question du service militaire comme dans toute autre question.

Mais l'honnête Bossus ne peut nous combattre politiquement, car il sait que les militants de son propre parti prendraient parti contre lui et sa politique

de collaboration de classe, pour nous et notre politique prolétarienne. Voilà pourquoi l'honnête Bossus doit mentir, calomnier et falsifier les citations.

Allons, le jeu commence à tirer en longueur! Messieurs les faussaires, honnête Bossus, Monsieur le ministre Tillon, Messieurs les juges et policiers bourgeois, nous vous demandons un effort de clarification!

Ou bien nous sommes des hitlériens, et vous devez fournir vos « preuves » à l'ensemble des travailleurs, ou bien vous devez reconnaître que le vrai communisme vous gêne, que la démocratie étriquée du capitalisme pourrissant ne peut plus tolérer une opposition sérieuse, et alors vous vous résignez à faire le procès de l'avant-garde du prolétariat.

Nous ne nous laisserons ni étouffer, ni insulter sans riposte. En conséquence:

1°) Nous ne cesserons de lutter pour le droit d'expression le plus large de notre parti: droit de réunion, droit de paraître pour la « Vérité ».

Le 9 juillet, nous avons répété nos démarches auprès du ministre de l'Information, afin que cesse cette absurdité d'un parti légal contraint de publier une presse illégale.

2°) Nous ne faisons aucune confiance à la justice de classe de la bourgeoisie pour juger des Révolutionnaires. Mais l'honnête Bossus et ses semblables nous livrent à la police en nous insultant ignominieusement. Nous nous défendrons donc aussi sur le terrain qu'ils ont choisi eux-mêmes et qui pour eux a remplacé la discussion démocratique. Nous citerons en justice l'honnête Bossus et le sommerons de justifier ses basses calomnies.

ALBERT DEMAZIERES.

POUR SOUTENIR  
« LA VÉRITÉ »  
Ecrivez à DEMAZIERE  
9 bis, RUE D'ALEZIA  
PARIS (14<sup>e</sup>)